



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de
la protection des populations**

Service Prévention des Risques Techniques

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement
de la société EDILTECO SUD SAS dont le siège social est situé
au 840 rue de la Verdette sur la commune du Pontet**

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R.512-39-1, R. 512-75-1 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 autorisant la société DELTISOL à exploiter des installations de fabrication de matériaux d'isolation en polymère expansé, situées sur le territoire de la commune du Pontet à l'adresse suivante 840 rue de la Verdette, concernant notamment la rubrique n° 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2020 modifiant l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 08 décembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;
- Vu** le courrier du 28 décembre 2020 de la société EDILTECO SUD, informant Monsieur le préfet de Vaucluse du changement d'exploitant des installations exploitées par la société DELTISOL sur le territoire de la commune du Pontet, à la suite de la mise en liquidation judiciaire de la société DELTISOL par décision du tribunal de commerce d'Avignon le 23 septembre 2020 ;
- Vu** le courriel de l'exploitant en date du 04 juillet 2025 informant l'inspection du placement du site EDILTECO SUD SAS en liquidation judiciaire ;
- Vu** le jugement du tribunal de commerce d'Angers, en date du 04 juin 2025, prononçant la liquidation judiciaire de la société EDILTECO SUD SAS et nommant la société SELARL MELANIE KREBS en tant que liquidateur judiciaire ;

- Vu** le courriel du liquidateur judiciaire en date du 08 septembre 2025 informant l'inspection de la mise en vente des actifs présents dans les bâtiments du site et des recherches entreprises dans le cadre de la procédure de cessation d'activité ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 novembre 2025, transmis au liquidateur judiciaire en application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, par courriel et lettre recommandée avec accusé de réception du 28 novembre 2025 ;
- Vu** l'absence de réponse du liquidateur au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que le jugement du tribunal de commerce d'Angers susvisé acte l'arrêt définitif de la société EDILTECO SUD SAS au sens de l'article R. 512-75-1 ;

Considérant qu'à la suite de ce jugement du tribunal, prononçant la liquidation judiciaire de la SAS EDILTECO SUD, et plaçant la société SELARL MELANIE KREBS en qualité de liquidateur judiciaire, aucune notification n'a été transmise ni au préfet, ni à l'inspection pour préciser la date d'arrêt définitif des installations, ni le calendrier prévisionnel détaillant les étapes engagées et/ou à venir visant à assurer la mise en sécurité du site ;

Considérant qu'une entreprise, certifiée dans le domaine des sites et sols pollués, doit attester des mesures mises en œuvre pour assurer la mise en sécurité du site ;

Considérant que face à ces constats, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure le liquidateur judiciaire de la société EDILTECO SUD SAS de se conformer aux obligations prévues par le Code de l'environnement concernant la mise en sécurité du site

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Le liquidateur judiciaire SELARL MELANIE KREBS, situé au 2 rue Louis de Romain 49 100 Angers, agissant en qualité de liquidateur judiciaire de la société EDILTECO SUD SAS, qui exploitait une installation de fabrication de matériaux d'isolation en polymère expansé sise 840 rue de la Verdette sur la commune du Pontet, est mis en demeure de respecter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles R. 512-39-1, notamment les prescriptions rappelées ci-dessous :

- Transmettre la notification de mise à l'arrêt définitif accompagnée du calendrier détaillé des opérations de mise en sécurité du site ;
- Transmettre l'attestation de mise en sécurité du site, fournie par un bureau d'étude certifié.

Article 2 :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11, L. 181-17, L. 514-6 et R. 181-51 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 4 : Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Vaucluse pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le maire du Pontet, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la SELARL MELANIE KREBS.

Avignon, le **-5 JAN. 2026**

Pour le préfet,
Le secrétaire général adjoint,
Sous-préfet chargé de mission,

Sébastien MAGGI

